

« Sans autre forme de procès... »

Sur les rumeurs et les *fake news* de Sylvain Bourmeau à propos de la revue *le Grand Continent*

Jusqu'à présent, nous avons choisi de ne pas exercer notre droit de réponse face aux attaques répétées dont la revue *le Grand Continent* fait l'objet depuis plusieurs mois de la part de Sylvain Bourmeau.

La publication le vendredi 30 janvier dans les pages d'AOC, média dirigé par Sylvain Bourmeau, d'un long texte entaché d'erreurs factuelles, de graves insinuations et même de contre-vérités (*fake news*) nous oblige à prendre la parole pour rétablir les faits. Nous devons protéger notre travail face à une campagne de dénigrement et de harcèlement d'autant plus déplacée qu'elle vise, en cette période si dangereuse pour la démocratie en France et en Europe, une rédaction indépendante.

Par lettre recommandée adressée au directeur d'AOC, nos conseils juridiques ont exercé notre droit de réponse afin de rectifier 45 passages comportant des assertions objectivement fausses, insidieuses ou malveillantes.

Cette réponse, nécessairement longue en raison du nombre élevé d'éléments problématiques, procède à un examen méthodique et démontre trois points :

1. Sylvain Bourmeau relaie plusieurs *fake news* (entre autres : Gilles Kepel n'a jamais dirigé la version papier du *Grand Continent*, le directeur du *Grand Continent* n'a jamais été associé à la start up Vestigia, il n'y a aucun lien entre *le Grand Continent* et Francesco Giubilei ou Pierre-Édouard Stérin) et fabrique tout au long de l'article une réalité alternative en vue de démontrer une thèse insensée : *le Grand Continent* « *f[erait] l'extrême droite* » ;
2. Parmi les plus de 1 000 universitaires ayant contribué au *Grand Continent*, Sylvain Bourmeau choisit de cibler presque exclusivement des jeunes chercheurs non titulaires, en mettant en cause leur légitimité scientifique, sans la moindre preuve sérieuse, contrairement à toute éthique universitaire ;
3. Cet article présenté par l'auteur comme une « enquête intellectuelle » relève donc en réalité du procès à charge dans le cadre d'une campagne de dénigrement : il s'affranchit des standards de la déontologie journalistique, néglige toute objectivité factuelle et participe d'une entreprise continue de délégitimation. Notons qu'en six mois, Sylvain Bourmeau a publié près de quarante posts visant durement *le Grand Continent* sur ses réseaux sociaux.

Nous laissons aux lectrices et aux lecteurs le soin de juger s'il est possible pour le directeur d'une publication qui se prétend sérieuse de cibler de jeunes chercheurs, de manipuler et de fabriquer des faits, et de devenir un relais de rumeurs insupportables et d'autres *fake news*.

Rien ne permet d'assimiler *le Grand Continent* à l'extrême droite

C'est pourtant dans son énormité la thèse centrale de cet article qui affirme explicitement : « Ils *font* l'extrême droite. »

L'ensemble du texte repose sur une inversion grossière et malveillante de la réalité : incapable d'établir le moindre lien réel entre *le Grand Continent* et l'extrême droite, son auteur se contente d'allusions à tonalité complotiste.

Contrairement à ce qui est suggéré tout au long de la première partie de l'article, nous n'entretiens aucune relation avec Sarah Knafo ni avec Francesco Giubilei. Aucun membre de la rédaction ne les a jamais rencontrés et nous n'avons jamais publié leurs articles.

Prétendre le contraire serait tout simplement impossible. C'est la raison pour laquelle l'auteur se contente d'allusions et recourt fréquemment à des allégations mensongères. Incapable de démontrer le moindre lien entre *le Grand Continent* et l'extrême droite, Sylvain Bourmeau doit donc laisser entendre l'existence d'un plan caché. Contrairement à ce que la presse et plusieurs centaines de milliers de personnes qui nous lisent ont bien compris, le véritable positionnement de la revue serait, selon le directeur d'AOC, « à mille lieues de ce que la plupart des lecteurs imaginent (à tort) être la ligne... du *Grand Continent* ».

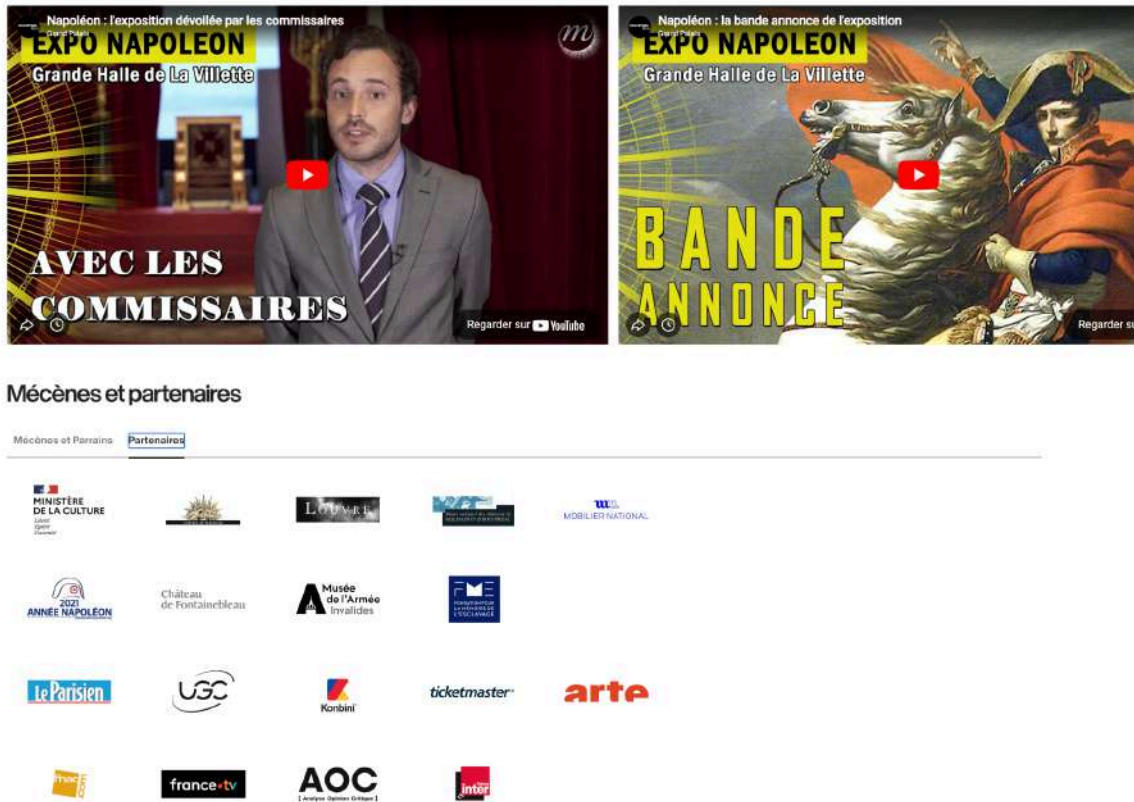
Ainsi, il suffit que *Le Figaro Magazine* établisse une liste des 200 jeunes et que le directeur du *Grand Continent* y figure¹, aux côtés d'élus de LFI ou du Parti socialiste, pour que Sylvain Bourmeau — sur les réseaux sociaux et à plusieurs reprises dans cet article — le présente allusivement comme complice de l'extrême droite, en allant même jusqu'à l'associer à la stratégie de « reconquête » et d'« hégémonie culturelle » de la Nouvelle droite d'Alain de Benoist.

Contrairement à ce que l'article cherche à suggérer par un enchaînement d'allusions confuses, nous n'avons jamais entretenu le moindre lien — partenarial, intellectuel ou financier — ni avec la Fondation Napoléon, ni avec la Fondation Tatarella ou *Nazione Futura*, ni avec le GRECE, le Puy du Fou ou Philippe de Villiers, ni avec la revue *Inference* ou la Thiel Foundation, pas plus qu'avec Pierre-Édouard Stérin, Vincent Bolloré, le Centre vendéen de recherches historiques, Radio Courtoisie ou encore l'opération Barkhane.

Cette méthode allusive très problématique pourrait d'ailleurs être retournée contre le directeur d'AOC qui, pour sa part, a bel et bien entretenu des relations avec au moins l'une d'entre elles. Ainsi, le média dirigé par Sylvain Bourmeau figure parmi les partenaires officiels de la Fondation Napoléon dans le cadre de l'exposition

¹ Rappelons simplement qu'en raison du développement récent du *Grand Continent*, son directeur a également figuré ces derniers mois dans une liste publiée par Politico (« les 40 figures les plus influentes de Paris »), dans une autre produite par *Les Échos* (« la Relève 2025 »), ainsi que par France Culture (« 100 nouveaux penseurs et experts des relations internationales (et quelques experts plus habituels) »).

organisée pour le bicentenaire « Napoléon ». Le co-commissaire de cette exposition était du reste le même Arthur Chevallier que Sylvain Bourmeau met gravement en cause sur plusieurs paragraphes de son « enquête intellectuelle ». Dans ce contexte, personne ne croirait pourtant légitime d'en déduire, comme le fait le directeur d'AOC, que « Napoléon, c'est leur projet ».



Capture d'écran de [la page de l'exposition « Napoléon »](#) réalisée le 31 janvier 2026 : le logo d'AOC apparaît aux côtés de celui de la Fondation Napoléon (transformé à l'occasion en « 2021 Année Napoléon »), sous une vidéo avec Arthur Chevallier, commissaire d'exposition et un fragment du Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard de David.

Entre fabrications de faits et contre-vérités, *le Grand Continent* devient un bouc émissaire

Les nombreuses erreurs et manipulations contenues dans cet article ont un objectif évident : caractériser de manière malveillante la ligne éditoriale et le travail d'une rédaction indépendante, en installant une forme de soupçon permanent sur ses choix éditoriaux.

Plusieurs jugements à l'emporte-pièce révèlent la disposition de leur auteur. Autant de dérapages qui surprennent dans un article publié par un média qui se veut sérieux et académique et dans un article qui prétend proposer à ses lecteurs une « enquête intellectuelle ».

Dans un registre d'anti-intellectualisme surprenant, mêlé à un mépris social et générationnel assumé, l'auteur en vient à qualifier de « ridicule » notre travail : nous sommes décrits comme des « geeks », assimilés à des « ados attardés », à des « apprentis-énarques d'un autre temps » ou encore à des « admirateurs de Tolkien ou de *Star Wars* » qui ne seraient pas formés ou intéressés à « l'esprit critique ». La revue est tour à tour rebaptisée « Continent [qui voit] les choses en grand » ou « Le Grandiloquent ». Son directeur est présenté comme « destructurant ». Plusieurs auteurs et publications subissent une pathologisation par le recours au registre sémantique du « délire » (« Un compte-rendu aussi béat que délirant » ; « un délire... à la da Empoli »). Plusieurs calembours appuyés sur l'italianité ont interrogé à juste titre plusieurs lectrices et lecteurs — « On se croirait aux fameux dîners de l'Ambassadeur, son Excellence Ferrero Rocher d'Or », l'évocation de supposés « parrains », ou encore « *A cura*, dit-on en italien ». On ne peut s'empêcher de noter que ces procédés s'inscrivent dans un registre déjà mobilisé par Sylvain Bourmeau à plusieurs reprises, en agitant le spectre d'une influence italienne préoccupante.

Notre travail est public et il faut rappeler quelques faits. *Le Grand Continent* ne bénéficie d'aucune protection particulière. Nous éditons une revue indépendante, tant sur le plan politique qu'économique : nous avons choisi de nous développer sans grand mécène, sans subventions, sans rente de situation, et sans publicité. Nous ne pouvons exister que grâce à des lectrices et lecteurs, qui soutiennent notre travail en choisissant librement de s'y abonner. Pourtant, cet article refuse *a priori* toute autonomie substantielle à notre petite équipe jeune et en partie étrangère et n'interroge à aucun moment ce qui peut expliquer notre développement. Sylvain Bourmeau suggère de manière insistante l'existence d'influences occultes — des « parrains », des « mages ». Ces insinuations sans fondement conduisent notamment le directeur d'AOC à avancer une fausse information : contrairement à ce qu'il prétend faussement, Gilles Kepel n'a jamais dirigé la revue papier du *Grand Continent*.

Cette malveillance systématique se retrouve notamment dans la caractérisation de notre travail. Il n'y a jamais eu, bien entendu, au *Grand Continent*, un quelconque « refus des sciences sociales » — contrairement à ce qu'affirme l'article, qui en fait même l'un de ses intertitres — et il est tout aussi faux de prétendre que *le Grand Continent* serait une revue « anti-académique ». En plus de cinq ans, *le Grand Continent* a publié plus de 1 000 universitaires, débutants comme confirmés, issus de plus de quarante pays. La revue a contribué à faire connaître les travaux de nombreux sociologues, en publiant en libre accès des recherches originales ou en menant des entretiens approfondis sur des chantiers de recherche en sciences humaines et sociales. Depuis plusieurs années, *le Grand Continent* participe de plus bénévolement à plusieurs programmes de recherche scientifique et s'associe régulièrement à des institutions de recherche en sciences humaines et sociales pour l'organisation de colloques universitaires.

Il est aussi parfaitement faux de prétendre que notre activité aurait évolué « ces derniers mois, à mesure que *le Grand Continent* faisait l'objet de critiques publiques ».

On rappellera, au demeurant, que les seules critiques récurrentes visant la revue émanent du directeur de la publication d'AOC. Cette campagne de dénigrement systématique n'a cependant pas la moindre influence sur nos publications. Contrairement à ce qui est avancé par Sylvain Bourmeau en établissant un rapprochement artificiel entre la publication du premier volet d'un entretien prévu de longue date avec Jean-François Bayart et les billets de blog de Hugues Jallon qui ciblent la revue, notre collaboration avec cet auteur respecté est ancienne : le premier entretien avec ce chercheur a été réalisé par Gilles Gressani dès 2017, avant même le lancement du *Grand Continent*, pour la newsletter hebdomadaire qui avait précédé la revue.

Il faut enfin souligner un autre point : *le Grand Continent* est systématiquement réduit par l'auteur à un groupe de « jeunes garçons » et il est même affirmé que « les fondateurs ne manquent jamais une occasion de rappeler qu'un jour, ils sont "entrés" à l'École normale supérieure ». Ce n'est pas la première fois que Sylvain Bourmeau invisibilise le rôle de la co-fondatrice de la revue, Ramona Bloj — également rédactrice en chef et responsable de son développement, qui n'a pourtant pas fait ses études rue d'Ulm.

Il est de la même manière totalement faux d'affirmer qu'il serait rare que des « chercheuses » participent aux événements du *Grand Continent* : depuis l'origine, nous appliquons strictement une règle consistant à ne jamais organiser de « manel » (de « panel » intégralement masculin), il n'y a donc jamais eu d'événement dans l'histoire de la revue sans une représentation paritaire ou visant à la parité.

Une « enquête intellectuelle » profondément bâclée et qui ne répond à aucun critère déontologique

Toute la construction de l'article repose sur une inversion complotiste de la réalité et sur une série de glissements accusatoires particulièrement pernicious. Pour étayer une thèse aberrante, l'auteur adopte un style saturé de modalisations — usage systématique du conditionnel, accumulation de « sans doute » et de « peut-être » — qui confond le registre du probable avec celui de l'assertion. Le tout va jusqu'à des formules telles que : « il est même probable qu'Empoli... ait lourdement peser (sic) ».

La quantité d'erreurs, d'imprécisions, d'approximations et de jugements à l'emporte-pièce contenue dans cet article discrédite profondément son auteur. Nous avons choisi de n'en présenter ici qu'un échantillon.

L'article cherche à établir une continuité entre « l'Italie », présentée d'une manière culturaliste comme un « laboratoire des régressions de nos démocraties », et le travail du *Grand Continent*. Il est donc d'autant plus étonnant que Sylvain Bourmeau n'ait jamais cherché à vérifier ses intuitions par des entretiens avec les principaux acteurs évoqués, des recoupements ou des analyses précises, comme l'exigerait pourtant la déontologie journalistique et le travail d'enquête qu'il revendique. Cette

absence de vérification conduit à une accumulation d'erreurs factuelles. Ce n'est pas, par exemple, Matteo Renzi, mais Enrico Letta qui a fondé la *Scuola di Politiche* à Rome. Giovanni Orsina n'a pas fondé cette institution de formation d'inspiration progressiste, et il ne « dirige » pas le « Centre international sur les démocraties et les démocratisations », mais le « Centre sur la démocratie ». Il est surtout le directeur du département de sciences politiques de la LUISS Guido Carli, une institution réputée que Sylvain Bourmeau réduit de façon caricaturale à « l'université du patronat italien ».

La caractérisation de jeunes chercheurs reconnus dans leurs domaines — Lorenzo Castellani et Andrea Venanzoni — comme de simples activistes de « la nouvelle droite italienne » ou même comme « néofascistes » est également aberrante. Allan Kaval, journaliste au *Monde* pourtant cité dans l'article, interroge régulièrement Lorenzo Castellani en le présentant à juste titre comme une référence², et Andrea Venanzoni publie ou est sollicité régulièrement dans la presse centriste et libérale italienne (comme *Il Riformista* ou *Il Foglio*³). L'article omet de mentionner des éléments pourtant essentiels à une présentation objective du contexte italien et met en doute la légitimité du travail universitaire de ces jeunes chercheurs réputés. Andrea Venanzoni a, par exemple, soutenu une thèse de droit sur « L'État digital » avec la note maximale, sous la direction d'Alfonso Celotto, constitutionnaliste unanimement respecté, publié par l'une des principales maisons d'éditions historiques de la gauche italienne, Feltrinelli. Ces informations, si elles avaient été prises en compte, auraient invalidé le dispositif unilatéral, sélectif et accusatoire de l'article, notamment la prétendue continuité entre le « néofascisme italien » et *le Grand Continent*, comme va jusqu'à l'affirmer l'un des intertitres. Il est donc d'autant plus choquant de lire que « l'introduction ou le commentaire d'un Peter Thiel [a été confié à] des intellectuels qui gravitent dans la nébuleuse néofasciste italienne ». Une telle formule caricature le travail de la rédaction et de plusieurs contributeurs de premier plan du *Grand Continent*. Elle dénigre le travail de Paolo Benanti, passe sous silence les commentaires du sociologue irlandais Kieran Keohane et assigne à Andrea Venanzoni, jeune chercheur reconnu dans son domaine, un rôle infondé.

Continuons l'inventaire des nombreuses erreurs substantielles qui contribuent à créer une réalité alternative. Le directeur du *Grand Continent* n'a, par exemple, jamais été associé ni de près ni de loin à la création de Vestigia. Contrairement à ce qu'avance à deux reprises le directeur d'AOC il n'existe pas de « faux chinois » et l'ensemble de l'épisode lié à l'« hypocratie » est parfaitement documenté par *le Grand Continent* qui a, contrairement à ce qui est indiqué dans l'article, révélé en France la nature de ce dispositif, en organisant même un événement public pour le discuter de façon critique en présence notamment de la sociologue Gisèle Sapiro et l'épistémologue du CNRS Gloria Origgi.

² Voir par exemple Allan Kaval, «La rivalité entre la France et l'Italie vue par Giorgia Meloni», *Le Monde*, 15 décembre 2025, où Lorenzo Castellani est interrogé en tant que «professeur d'histoire des institutions politiques à l'université romaine Luiss-Guido-Carli et spécialiste des droites italiennes».

³ Voir la page auteur de Andrea Venanzoni sur *Il Foglio*, [accessible en ligne ici](#).

L'absence de relecture et de vérification des faits se manifeste également dans les dizaines d'anacoluthes et de coquilles, plus ou moins grossières, qui jalonnent le texte. L'ironie est que l'auteur, qui affirme de manière méprisante et sans preuve que « l'on ne peut pas dire que [*le Grand Continent*] fasse véritablement attention [aux] textes, souvent publiés à l'emporte-pièce », se révèle incapable de produire un texte qui distingue le participe passé de l'infinitif et qui, à plusieurs reprises, ne parvient pas à écrire correctement le titre du livre d'Emmanuel Carrère, *Kolkhoze*.

On ne peut pas avancer systématiquement le faux tout en prétendant mener une enquête sérieuse. En dénonçant des prétendus « ingénieurs de la confusion », il faudrait d'abord ne pas confondre les choses. Or c'est exactement ce qui se passe dans cet article. Que ce texte soit publié par le directeur d'AOC lui-même, de surcroît dans le cadre d'une campagne d'abonnement pour son media, interroge sur les standards éditoriaux de cette publication.

Face à autant d'aberrations, la pratique voudrait que l'auteur rectifie ces erreurs objectives, mais est-ce vraiment possible sans totalement dénaturer son texte ?

Une question embarrassante : pourquoi le directeur d'AOC cible-t-il uniquement des chercheuses ou des chercheurs non titulaires parmi les milliers de contributeurs du *Grand Continent* beaucoup plus installés ?

Parmi les quelques milliers de signatures de la revue, l'article choisit de se concentrer, avec une virulence étonnante, sur quelques jeunes chercheurs en situation précaire, ainsi que sur une chercheuse plus reconnue dont il tronque malicieusement la spécialité et les terrains de recherche. Sylvain Bourmeau les oppose systématiquement et artificiellement à des professeurs plus installés, qui sont, pour la plupart, eux aussi des contributeurs réguliers du *Grand Continent*. Cette mise en scène, qui semble rejouer une forme de domination symbolique, s'accompagne d'un dénigrement personnel et va jusqu'à tenter de discréditer leur travail scientifique.

L'auteur s'en prend directement et personnellement à un jeune doctorant, passionné par l'histoire moderne et contemporaine de l'Église catholique comme du fait religieux en général et qui compte déjà de nombreuses publications académiques à ce sujet dans des revues scientifiques à comité de lecture. Contributeur régulier de la revue, il est également à l'origine d'une base prosopographique unanimement saluée pour son sérieux, qui recense les 133 cardinaux et a été rendue publique en libre accès par le *Grand Continent* avant le dernier conclave, en contribuant à la compréhension grand public de ce moment important⁴. Sans la moindre preuve, ce

⁴ L'Observatoire du Conclave du Grand Continent réunit un volume considérable d'informations, de cartes et graphiques et peut être consulté gratuitement [ici](#), [ici](#) on trouve les 133 fiches prosopographiques.

jeune chercheur est, par un glissement accusatoire aux accents complotistes, présenté comme un rouage central des « réseaux villieristes » – un sous-titre va jusqu'à prétendre qu'il y aurait un lien entre « [l]e vaticaniste du Grand Continent et les réseaux villieristes ».

Cette grave accusation est absurde et repose uniquement sur la fabrication malveillante de trois factoides. D'abord Sylvain Bourmeau considère comme preuve le rattachement de ce jeune chercheur – au même titre qu'Esther Benbassa ou Jean-Christophe Attias... – au Centre Roland Mousnier, un centre de recherche public de Sorbonne Université portant le nom d'un historien moderniste de référence – homme de droite, mais également ancien résistant –, qualifié un peu rapidement d'« anti-Annales et très vieille Sorbonne catho ». D'autre part, il prétend tirer argument du fait que ses directeurs de thèse – professeurs d'université et spécialistes reconnus d'histoire moderne, dont les travaux font autorité – sont associés au Centre vendéen de recherches historiques critiqué par Guillaume Mazeau, un historien qui figure pourtant parmi les contributeurs du *Grand Continent*. Prétendre ramener ces deux éminents historiens de l'Université publique à leur seule fonction bénévole de caution scientifique de ce petit centre de recherches témoigne de la même incompréhension des dynamiques scientifiques et intellectuelles de la recherche que celle qui consisterait à présenter les immenses savants que furent Pierre Chaunu ou Jean-Pierre Vernant au prisme de leurs seuls engagements militants. Enfin, sa logique accusatoire va jusqu'à scruter son activité en ligne : le simple fait d'indiquer comme source, sur un blog de droite catholique, un commentaire d'un discours anti-trumpiste prononcé par Léon XIV et publié dans *le Grand Continent* lui vaut le qualificatif de « zèle promotionnel », dans une dérive accusatoire à la fois disproportionnée et révélatrice de la méthode employée.

Un autre exemple, tout aussi révélateur de cette méthode allusive et profondément malveillante, concerne la présentation d'une étude fouillée et largement reprise, parue à l'occasion de la mort de Jean-Marie Le Pen. Tout, dans la manière dont cet article est décrit, vise à entretenir une confusion sur nos pratiques éditoriales – confusion pourtant inexistante à la lecture du texte. Contrairement à ce qui est présenté de façon malveillante, « *In Memoriam* » n'est ni un titre ni un surtitre, mais la catégorie éditoriale dans laquelle paraissent toutes les nécrologies du *Grand Continent*.

Ce texte précis et fouillé est signé par l'un des meilleurs jeunes historiens de l'extrême droite en France – directeur, aux Éditions du Seuil, d'un récent volume collectif unanimement salué par la critique universitaire⁵. Le directeur d'AOC le prend pour cible à travers des insinuations inédites, en affirmant que sa lecture aurait provoqué chez lui « un léger malaise », en allant jusqu'à affirmer d'une manière absurde que cet ouvrage se situerait « dans le sillage de Maurras », alors même qu'il ne dispose d'aucune légitimité scientifique pour se poser en instance de *peer review* sur le travail d'une quinzaine d'historiens reconnus. En suggérant que le livre s'inscrit

⁵ Baptiste Roger-Lacan (dir.), *Nouvelle histoire de l'extrême droite France 1780-2025*, Paris, Le Seuil 2025.

dans la filiation de René Rémond, le directeur d'AOC démontre qu'il n'a pas lu le livre – ou, au pire, qu'il l'a lu, mais que les critères minimaux d'un débat scientifique et intellectuel lui importent peu. C'est le même mépris des mots et des choses que l'on retrouve dans sa lecture orientée et factice de la nécrologie de Jean-Marie Le Pen publiée dans *le Grand Continent*. Ce texte consacre plusieurs paragraphes à la question de la torture et affirme explicitement, contrairement à ce que prétend le directeur de publication d'AOC, que « Jean-Marie Le Pen a torturé en Algérie ». Soutenir le contraire relève d'une profonde malhonnêteté intellectuelle.

La même malveillance se lit dans des formules telles que : « Le projet ici indûment attribué au père de Marine Le Pen et à l'idole de Bardella en dit sans doute bien davantage sur les fantasmes de ceux qui le lui prêtent », ou encore : « Tous les chercheurs s'accordent, au contraire, pour dire que, s'il a cherché à unir les extrêmes droites, notamment en fondant le FN, Jean-Marie Le Pen n'a jamais aspiré à unir les droites. » Or nous publions précisément l'inverse de ce qui nous est imputé : « L'union des droites extrêmes n'était que *le préalable* [nous soulignons] à une union plus large, qui passerait nécessairement par la liquidation de l'héritage gaulliste et la construction d'un nouveau bloc de droite. » Cette déformation n'est ni accidentelle ni anodine : elle constitue le cœur de la méthode accusatoire mise en œuvre par l'article paru dans AOC.

Un problème de déontologie, un problème de méthode

Nous avons établi l'existence de plusieurs dizaines d'erreurs factuelles majeures qui invalident le dispositif accusatoire de ce texte. À ces inexactitudes s'ajoute une méthode fondée sur l'allusion, l'amalgame et l'insinuation diffamatoire, qui relève d'une démarche manifestement malveillante. Une telle pratique ne correspond ni aux exigences de la déontologie journalistique, ni aux standards d'une critique sérieuse, qu'elle soit médiatique ou académique. À ce titre, rien ne permet de qualifier ce document d'« enquête intellectuelle », ni au sens du journalisme, ni au regard des méthodes des sciences sociales.

Chacun comprendra donc sans doute mieux pourquoi, parmi les énoncés faux et malveillants, figure encore celui-ci : « le directeur du *Grand Continent* a systématiquement refusé les propositions de débattre avec moi (sic) faites par des journalistes de la radio et de la presse écrite ». En réalité, la seule proposition qui a été formulée au directeur du *Grand Continent* – et que celui-ci a refusée –, émanait d'une émission de France Culture. Compte tenu du partenariat liant *le Grand Continent* à cette station de radio publique et du fait que le directeur de publication d'AOC y exerce également le métier de producteur, il a été estimé par la rédaction du *Grand Continent* que les conditions n'étaient pas réunies pour garantir un débat équilibré, notamment au regard de la nature asymétrique, unilatérale et non-déontologique des attaques que subit *le Grand Continent*.

Depuis plusieurs mois, nous faisons l'objet d'attaques répétées fondées sur la diffusion de fausses informations et sur un dénigrement systématique. L'un des épisodes les plus révélateurs de cette stratégie de harcèlement concerne l'usage, par Sylvain Bourmeau, d'un texte prononcé lors de l'un des événements hebdomadaires du *Grand Continent* à l'École normale supérieure – texte qu'il a publié dans AOC pour cibler *le Grand Continent* lui-même.

L'épisode relève d'une manipulation trumpiste de la réalité. Rappelons les faits. Le 13 mai 2025, *le Grand Continent* a organisé à l'École normale supérieure une rencontre réunissant le président du Conseil scientifique Covid-19, le directeur de l'École normale supérieure et d'autres chercheurs en sciences humaines et sociales autour de la question : « *Le complotisme Covid : au cœur des mouvements antidémocratiques ?* ». Cette discussion s'inscrivait dans un contexte politique particulièrement sensible : à la veille du second tour de l'élection présidentielle roumaine marquée par la percée d'une nouvelle formation d'extrême droite issue de la séquence pandémique. L'objectif était notamment de discuter et de contextualiser l'entretien que la revue avait consacré à Curtis Yarvin, figure centrale de la doctrine néo-réactionnaire, entretien dans lequel celui-ci mettait en lumière le rôle structurant de la pandémie dans la recomposition du nouveau trumpisme.

Nos *Mardis* sont des événements ouverts, systématiquement retransmis en direct, et les échanges font l'objet de retranscriptions⁶. C'est donc avec une certaine stupeur que nous avons constaté, le 26 mai 2025, qu'AOC publiait sur son site la retranscription légèrement éditée de l'intervention de l'un des participants et que, contrairement à la pratique habituelle, le chapô ne rappelait pas le contexte d'énonciation – un séminaire organisé par *le Grand Continent* pour confronter les sciences sociales aux mouvements complotistes et aux idéologies néo-réactionnaires. Il servait, au contraire, à attaquer la ligne éditoriale de la revue. Il était ainsi reproché à *le Grand Continent* de refuser cette contextualisation, alors même qu'elle constituait le cœur de l'événement et de son travail éditorial : « Curtis Yarvin est considéré comme l'idéologue de la contre-révolution trumpiste. *Le Grand Continent* a publié un long entretien avec lui en avril où il est question de la pandémie du Covid-19. Est-ce vraiment là, de la part de cette revue, une façon de déconstruire la théorie complotiste qu'il a ainsi l'occasion de développer ? Après avoir donné dans leurs colonnes, sans distance ni contextualisation, la parole à Peter Thiel ou Marc Andreessen, il y a de quoi s'interroger. »

Ces mêmes allégations parfaitement malveillantes sont reprises dans l'article publié par AOC ce vendredi 30 janvier. Il est absolument faux d'affirmer, à propos du dernier numéro de la revue paru chez Gallimard, qu'il n'y aurait d'autre « 'contextualisation' que l'introduction des *Ingénieurs du chaos* (sic) » et que le sommaire rassemblerait « un ensemble de textes de statuts fort divers, signés tantôt par des chercheurs et chercheuses mais le plus souvent par des entrepreneurs, blogueurs, investisseurs, conseillers du prince... ». Cette présentation est manifestement trompeuse. Si

⁶ [Le complotisme Covid, au cœur des mouvements antidémocratiques ?](#), *le Grand Continent*, 13 mai 2025.

plusieurs textes sont effectivement signés par des chercheurs reconnus — parmi lesquels figure notamment un article du prix Nobel d'économie Daron Acemoglu —, le dossier central, intitulé « Archives des élites techno-césaristes : manifestes de la nouvelle Silicon Valley », est clairement isolé et explicitement présenté comme tel. Il est précédé d'un texte introductif précisant qu'il s'agit de matériaux à étudier afin d'élaborer une réponse. Nos lectrices et lecteurs, que nous considérons comme des adultes capables de jugement et n'ayant pas besoin de tutelle, l'ont d'ailleurs parfaitement compris.

Il est donc impossible d'engager un débat de fond tant que la campagne de Sylvain Bourmeau se déroule dans un cadre qui exclut toute discussion civile et informée⁷. Le directeur d'AOC nie non seulement le principe du débat intellectuel, mais aussi l'objectif même de faire progresser la connaissance et la compréhension de notre époque — alors même que le temps presse et que l'urgence est réelle.

Cependant nous voudrions tout de même souligner un aspect surprenant : dans cet article de près de 60 000 signes et plus de 8 500 mots, le nom complet de Donald Trump n'apparaît jamais⁸.

Dans le raisonnement de l'auteur, le président américain devient une variable négligeable, comme si *le Grand Continent* et le monde réel n'existaient qu'en tant que purs objets du jeu d'un entre-soi discursif. L'intérêt de la revue pour les courants néoréactionnaires, les ressources qui sont mobilisées pour les rendre compréhensibles et pour les critiquer ne sont jamais analysés à partir de leur présence évidente et effective dans la définition du projet trumpiste, ni de la nécessité de caractériser précisément la menace qu'ils représentent pour identifier les moyens d'y résister — ce qui constitue pourtant l'un de nos axes de travail explicites depuis plus d'un an. Tout est réduit à une prétendue entreprise de « légitimation », perçue comme un simple rituel symbolique.

On en arrive ainsi à une interprétation profondément problématique du réel : ce ne serait plus la place effective de certains « blogueurs » ou « entrepreneurs » dans la redéfinition radicale de la politique de la première puissance militaire, diplomatique et économique du monde qui justifierait qu'on les étudie. Non — ce serait *le Grand Continent* qui, par le simple fait de les étudier, les « légitimerait » en les rendant visibles. Si cela est vrai, c'est d'un point de vue subjectif : c'est à cause du *Grand Continent* que Sylvain Bourmeau a découvert Curtis Yarvin, ce serait absurde de considérer que c'est à cause du *Grand Continent* que le *Board of Peace* a été créé ou qu'un changement de régime radical soit aujourd'hui en cours à Washington.

⁷ Nous ne mentionnons qu'au passage « l'éditorial » du numéro papier d'AOC consacré aux « Fascisme 2.0 » : s'il ne cite jamais explicitement *le Grand Continent*, ce texte est truffé de références et d'insinuations permettant de comprendre que l'auteur dénigre à mots couverts notre travail, notamment en ayant recours à l'expression « pièces de doctrine », qui fascine décidément Sylvain Bourmeau.

⁸ « Trump » n'apparaît que trois fois, et jamais dans une fonction subjective : « un compte-rendu aussi béat que délirant du discours de Trump à Davos quelques jours plus tôt », « l'intronisation de Trump II » et « il est délicat de savoir ce que Trump connaît de cette idéologie ».

C'est ainsi qu'à plusieurs reprises l'auteur assène des contre vérités : contrairement à ce qu'il avance, les textes néoréactionnaires, discutés systématiquement de manière critique dans les pages du *Grand Continent*, n'ont jamais été présentés comme des « pièces de doctrine » ni placés « sur un même plan » que des textes de décideurs démocratiques⁹. Tout au long de l'article est entretenue une confusion persistante entre deux formats pourtant distincts – les « pièces de doctrine » et les « archives et discours »¹⁰. Les « pages sépia », dont l'auteur se moque tout en y voyant un prétendu mécanisme de légitimation, ont précisément pour fonction de signaler la différence entre ces deux registres – et les auteurs néoréactionnaires font l'objet d'un traitement graphique spécifique par un glitch, ce que l'auteur ne signale jamais.

Si aucune preuve n'est avancée pour étayer l'idée que nous « euphémise[rions] les textes des techno-fascistes », cela n'empêche pourtant pas d'une manière paradoxale, l'auteur d'affirmer que la revue serait « coutumière » de « manipulations », accusation gratuite qui tient lieu d'argument et lui permet d'insinuer, de façon particulièrement choquante, que nous serions des « marchands de peur » dont le « business models » pourrait même être lié à des « ingérences étrangères ». « Comment comprendre autrement la diffusion de textes ou de discours de propagande étrangère, sous couvert de 'connaître l'ennemi' ? » Une accusation parfaitement diffamatoire qui n'est étayée par aucun fait et révèle l'impensé profondément anti-démocratique de son auteur : une grande majorité des personnes veut comprendre pour résister.

Le Grand Continent ne considère pas les sciences sociales comme une ressource que l'on pourrait exploiter pour en tirer un profit personnel. Et il est insupportable que l'affiliation politique des chercheurs qui interviennent dans nos pages semble devenir plus importante que la pertinence de leur travail, systématiquement scrutée et vérifiée.

Remarquons, par un contraste tout aussi frappant, qu'à plusieurs reprises l'auteur adopte une posture d'arbitre surplombant des élégances, comme s'il détenait un quelconque monopole sur les sciences sociales – « À le lire, à les entendre se gargariser des grands hommes et des grands discours, c'est comme si des décennies de travaux en sciences sociales n'existaient pas. » Or il existe des sciences du langage et du discours, comme les études germaniques, par exemple.

Cette posture tranche avec l'ambition sociologique qu'il revendique. Lorsqu'il affirme par exemple que, dans les pages du *Grand Continent*, « on ne parle pas du monde dans la même langue que dans les lieux de recherche sur les questions internationales », il construit un raisonnement fondé sur un argument d'autorité, en feignant d'ignorer que la revue compte parmi ses contributeurs des centaines d'universitaires de renom et qu'elle a organisé ou coorganisé des dizaines de

⁹ Les « pièces de doctrine » sont une catégorie bien identifiée de publications de la revue. Elles sont toutes accessibles [en cliquant sur ce lien](#).

¹⁰ Les « archives et discours » sont une autre catégorie de publications, [accessibles ici](#).

colloques, journées d'études et conférences de recherche dans « les lieux de recherche sur les questions internationales ».

Une morale de cette histoire

Il y a plus de soixante ans, Roland Barthes publiait dans *Le Nouvel Observateur* un court texte consacré aux attaques dont il était la cible de la part de certaines personnalités solidement installées¹¹.

Il y écrivait :

« J'ai peu de goût pour les règlements personnels, contraires à l'idée que je me fais de l'écriture, et dont je pense qu'outre leur mesquinerie invétérée, le premier spectacle dissipé, ils ennuiement. »

Il cherchait ensuite à définir une série de « procédés de censure » :

« Le premier c'est l'amalgame. On constitue un objet indéfini, puis, à l'intérieur de cette nébuleuse, on fait en sorte que chaque auteur contredise l'autre. Cette réversion commode des péchés avait déjà éveillé l'attention du fabuliste : "Si ce n'est toi, c'est donc ton frère." Comment qualifier avec courtoisie le second procédé ? Je dirais euphémiquement qu'il consiste à ne pas écouter ce que dit l'autre. »

« Un dernier procédé consiste à *diminuer* tout ce qu'on touche : on ignore les ensembles, on refuse au détail de signifier par rapport au tout, on nie que le sens d'un discours soit dans son mouvement et l'intelligence d'une œuvre dans son projet ; et pour ce qui est des mobiles humains, on propose d'abord le plus mesquin : si les auteurs de la "Nouvelle Critique" écrivent, c'est, paraît-il, par "goût du sensationnel" ; si on les suit, c'est par pur snobisme.

Confondre, borner, rapetisser, quitte à moraliser, pour finir, au nom de la pudeur, de la nation, de la jeunesse, on dira que ces menues "escroqueries intellectuelles" (comme dit Picard à propos de la "Nouvelle Critique") sont la loi du genre et que la verve les justifie. Je ferai remarquer qu'il est alors très singulier de choisir le pamphlet pour célébrer les devoirs de l'honnêteté critique : on ne bataille pas pour la rigueur d'une méthode avec les glissades, les clins d'œil et le drapé moral d'un comédien.

La vérité, c'est que le libelle de Picard ne renvoie nullement à un problème de critique, mais à une certaine façon de prendre au plus bas, l'art, la littérature, la poésie, la psychanalyse, le marxisme aussi, et, plus généralement, les œuvres fondées sur une certaine vérité du symbole ou sur une certaine

¹¹ Roland Barthes, « Si ce n'est toi... », *Nouvel Observateur*, 10. 16 novembre 1965 in *Œuvres complètes*, t 2, Paris, Le Seuil, p. 720-721.

intelligence des signes. On dirait que le rationalisme tend aujourd'hui à se livrer sous sa caricature : un certain air, fait d'astuces et de petitesse, une remontrance perpétuelle de la lettre, tout un style d'aplatissement, comme disait Michelet, s'élabore collectivement derrière et contre le mouvement, une fois qu'il a fait sa trouée.

Pour ma part, je me garderai de prendre ceci pour une "mode" et je recommanderai à la "Nouvelle Critique" de s'intéresser un jour à cette figure du Pion qu'elle trouve sur son propre chemin.»

Nous ne sommes pas Roland Barthes, évidemment.

Sylvain Bourmeau n'est pas non plus Picard.

Si ce n'est toi, c'est donc ton frère.